

Jack Ralite*

« *L'herbe même il faut la faucher afin qu'elle reste verte* »
Heiner Müller

C'est émouvant de témoigner sur les années du Festival avec ses « Rencontres » initiées par Jean Vilar. Je me souviens en 1966, quand Sonia Debeauvais est venue m'attendre à la gare et m'a conduit à un tout petit hôtel, derrière le Palais. Le lendemain matin, je me retrouvais dans la salle des notaires. Vilar présidait. J'étais jeune et j'avais à côté de moi Vilar. Comment parler, comment dire quelque chose d'intéressant, alors qu'il y avait, là, cet homme ?

Je dis ceci parce que ces Rencontres d'Avignon pour moi ont d'abord été une immense impression. Vilar marquait tout l'univers culturel, au point qu'aujourd'hui, quand on en parle, on va même au-delà de ce qu'il marquait.

Par exemple, il arrive, dans des débats au Verger ou ailleurs, que des gens d'un certain âge, disent : « Du temps de Vilar, les ouvriers allaient au théâtre. » Ce n'est pas vrai ; il vaut mieux être lucide sur son passé, mais Vilar faisait tout pour qu'ils y aillent, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui.

Ces Rencontres d'Avignon, de 64-65-66-67-68-69 – même si les dernières étaient un peu désordonnées, au sens de « foires culturelles ordonnées », comme Vilar définissait son festival en 71 – ont été les premières assises nationales officieuses de la culture. Cela ne s'était jamais passé avant, et nous attendons qu'elles se passent maintenant au niveau où Vilar, les concluant disait : « Les prochaines seront politiques. »

Sans doute, le passage du culturel au politique a commencé à se faire, dans un processus complexe, contradictoire, où les choses se choquent et s'entrechoquent, font une fertilisation croisée comme j'aime à dire. Mais on n'en est pas encore arrivé là, et mon rêve

* Jack Ralite, maire-adjoint pour les affaires culturelles puis sénateur-maire d'Aubervilliers.

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

serait qu'à partir de la Commission Rigaud, et pas seulement à partir d'elle, on parvienne à ces assises.

Un des problèmes qui a été posé dans cette commission est : « Faut-il une loi ? », c'est-à-dire un débat national aboutissant à une loi traitant de la responsabilité publique, sociale, nationale de la culture, en amitié avec tous les peuples du monde, bien évidemment.

Cette question cogne à la vitre de la société française. Je suis un partisan de cette loi. Il va falloir la préparer, et pas seulement dans une commission parlementaire, mais dans la cité, c'est-à-dire par des rencontres multiples.

C'est ce que les États généraux de la culture essayent et parviennent à faire par un travail acharné depuis 10 ans. Ils ont notamment cette dernière saison réuni dans 12 villes françaises 4 000 artistes et « passeurs » de culture.

Mais c'est plutôt hier que je souhaite évoquer, « faire un peu d'histoire » à un moment où l'envie même si elle ne s'exprime pas toujours est de « faire l'histoire ». Est-ce d'ailleurs découpable ?

Nous avons besoin de mémoire, de nous souvenir de l'avenir comme disait Aragon.

Quelques mots de Jean Vilar dits à l'ouverture des Rencontres de 66 :

« Nous savons bien et n'oublierons pas à quel point les problèmes culturels passent, sur le plan national, après bien d'autres devoirs ou nécessités civiques et – pour être plus banal, sinon plus clair – comme quoi la culture vient dans l'ordre des urgences, après le fait de nourrir les hommes, ou de leur donner les moyens de se défendre. »

« La question se pose encore aujourd'hui et Peter Sellars, l'artiste américain, qui vient souvent travailler à la maison de la culture de Bobigny ajoute : "Quand vous donnez à manger, le problème, c'est qu'il faut continuer à le faire le lendemain ; quand vous donnez la culture, c'est pour la vie". »

Continuons les mots de Vilar sur 1966 :

« Pacifique d'esprit comme vous tous, du moins je le suppose, pacifique donc et même pacifiste, j'admets, non sans de profonds regrets, amers et acides souvent, que Colbert et Louvois disposent de cassettes infiniment plus remplies que celles du ministre – je le dis très respectueusement – des menus plaisirs. »

« Mais justement, depuis 1875, sinon depuis 1793, il ne s'agit plus de menus plaisirs en ce qui concerne "divertissement, loisirs et savoirs", mais de "plaisirs populaires, de loisirs collectifs, de savoir de masse". En ne répondant pas à cette extension, à cette expansion démographique

de la culture populaire, il semble que nos multiples France républicaines aient conservé quelque nostalgie, regret de nos rois.

« Quoi qu'il en soit – et je ne pense pas être ici irrévérencieux – ce qu'il est très difficile d'admettre désormais, c'est un certain axiome ancré dans bien des consciences de hauts responsables, "qu'en France les artistes, comme les deuxième classe, se débrouillent toujours", et donc : "Pourquoi changer ?" »

Je devais intervenir dans ces Rencontres en tant que maire adjoint à la culture d'Aubervilliers où venait de se créer le théâtre de la Commune par Gabriel Garran. Aussi en tant que membre de la direction de la Fédération nationale des centres culturels communaux qui réunissait les villes qui commençaient à avoir une politique culturelle. Elles étaient peu nombreuses et encore plus rares à avoir un adjoint à la culture, selon l'idée qu'on en a aujourd'hui. On les comptait sur les doigts des deux mains. S'ajoutaient à eux une trentaine d'adjoints aux beaux-arts avec toute la désuétude que cela impliquait. C'était cela la situation. C'est dire le changement. C'est dire le travail fait notamment par la FNCCC qui dans son congrès de Toulouse avait adopté un rapport – j'en avais été chargé – qui précisait les responsabilités d'une ville dans le domaine culturel et que j'ai repris en Avignon.

1. *Avoir un adjoint responsable aux activités culturelles* : à Grenoble qui fut une ville pilote, Bernard Gilman, adjoint à la culture, avait fait venir des artistes, Viseux, Calder. Le stable aujourd'hui devant la gare fut installé à cette époque. Eh bien ! même *Le Nouvel Observateur* évoquait alors en familiarité avec la population, le... « Débarcalder ».

On en rit, mais c'étaient des combats d'une violence de pensée inouïe : installer le droit de l'artiste à être dans la cité. Ce n'est pas terminé. Il y a même un retour en ce moment.

2. *Avoir un programme culturel et une ligne au budget* : la majorité des villes n'avaient pas de ligne culturelle au budget. C'était un travail de bric et de broc. Un peu venait des fêtes et cérémonies, un peu de la voirie. Les fonctionnaires de la culture, quand il y en avait, étaient souvent ceux qui n'avaient pas fait l'affaire dans les autres services municipaux.

3. *Avoir un moyen technique municipal* : il n'y avait de service nulle part.

4. Avoir progressivement des services culturels municipaux : il y avait des bibliothèques, mais pas partout, et des écoles de musique. Et c'était tout.

5. Avoir une commission municipale de la culture : ça n'existe pas.

6. Contribuer à la création d'un centre culturel communal : la Fédération nationale des centres culturels communaux y insistait beaucoup parce que cela permettait de faire se rencontrer tous les acteurs culturels d'une cité.

7. Ne pas hésiter, quand dans la localité même surgit une originalité culturelle, à lui favoriser son épanouissement : un artiste dans la cité, implique un compagnonnage ignoré ou presque dans le début des années 1960.

8. Avoir une politique de cadres culturels.

9. Ne pas mener de travail culturel en ignorant le commerce qui s'occupe de cette branche : il ne s'agissait pas de « marchandiser » la culture mais de coopérer chacun restant soi.

10. Être revendicatif à l'égard de l'État : débutait alors la grande bataille du 1 %.

Sans doute cet intitulé des responsabilités a l'air aujourd'hui un peu naïf, mais c'est lui qui a « élancé » beaucoup de villes, lui qui n'est pas encore partout mis en œuvre. Il mérite bien sûr d'être actualisé car il a perdu de sa « sensibilité fraîche » comme dit Augustin Girard.

Revenons à la réunion de 1966 en Avignon. Elle a eu un immense écho. Augustin Girard et l'Unesco se lancèrent dans l'étude de la politique culturelle de sept villes dont Aubervilliers. Pourquoi Aubervilliers ?

Parce que le premier théâtre permanent en banlieue est né à Aubervilliers. Vilar avait été frappé de cela. C'était son rêve. Il avait fait quelques années auparavant des « sorties » à Suresnes, à Montreuil, avec Gérard Philipe et... 232 spectateurs. Il voyait que finalement elles avaient créé à terme quelque chose de précieux.

Gabriel Garran avait vingt-neuf ans quand il a été nommé directeur à Aubervilliers et vraiment il a fait bouger énormément la cité, et pas seulement en y amenant le théâtre. Mais le théâtre a été comme la tache d'encre sur le papier buvard. C'est pourquoi je suis de ceux qui pensent que, dans une cité, s'il n'y a pas de créateur, il manque du fondamental. Ce n'est certes pas le seul civilisé de la cité, les

ouvriers n'étant pas les barbares de la cité. Mais quand ils se rencontrent, nouent des rapports, il y a un plus, autrement inatteignable.

C'est pour cela que Vilar m'avait demandé de venir en Avignon où se tint l'année suivante en 1967 une autre réunion concernant les villes où se confrontèrent élus et artistes. Un débat important eu lieu entre Escande, maire de Mâcon et Roger Planchon, qui a assisté à toutes les séances. J'ai les minutes intégrales de cette rencontre qui a été un affrontement dur parce que Planchon a réclamé le pouvoir. Alors les élus disaient : « Si on lui donne le pouvoir, où est le nôtre maintenant ? »

Je lui ai quant à moi tout de suite dit : « Prenez-le, je vous le donne » parce qu'il ne réclamait pas le pouvoir local ni même le pouvoir culturel, mais la responsabilité pleine et entière dans son domaine. N'est-ce pas une question encore ou plutôt nouvellement actuelle ?

Récemment dans une assemblée des États généraux de la culture au théâtre de l'Odéon, le peintre Olivier Debré notait :

« On imagine mal que l'on confie à un non-philosophe l'organisation d'une rencontre de philosophes ou à un non-marin le pilotage d'un bateau. Et l'on trouverait naturel que ce soit X, Y, Z ou T qui dirige une institution culturelle, sans l'artiste. »

Il ajoutait qu'en peinture, selon lui il y a eu un « détrônement » des peintres dans les responsabilités.

C'était cette question que Planchon posait mais il faut bien voir qu'elle n'a pas été bien comprise par les élus d'autant que l'année suivante était 68, avec sa revendication de tous les pouvoirs.

Je soutenais et je soutiens toujours la position de Planchon. C'est beaucoup plus inconfortable pour un élu mais c'est fondamental. Un artiste c'est sa vie qui est en cause, un directeur non artiste c'est sa gestion. Je ne découpe pas la gestion de l'artiste, mais quand il s'agit de sa vie, on se bat jusqu'au bout.

Cela a été une des grandes questions évoquées parmi d'autres à ce rendez-vous de 1967. Et si l'on considère l'ensemble des discussions je redirai exactement comme en septembre 1967 :

« Ce fut la fête, une fête de l'esprit, de la création, du loisir, de la recherche, de la dialectique entre amateurs et professionnels, du décloisonnement des arts, une fête sur, comme disait Vilar, "un terrain de vérité", une fête où il fit tirer sur son festival "une salve contre l'habitude". »

Mais il n'y avait pas que des débats. Il y avait le terrain, le terrain du Festival où Vilar opérait un tournant. Cela a été une vraie re-

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

naissance, une vraie refondation comme on dirait aujourd'hui. Vilar a transformé son festival. Tout explosa : les lieux, les genres, le public. Pendant vingt ans, le festival avait habitué le public à un certain type de pièces, au point qu'elles étaient comme créées par lui. Vilar disait : « Ils viennent s'applaudir, et dès qu'ils s'applaudissent, il faut que je change. » C'était le public TNP qu'il adorait mais il pensait à neuf dans une situation neuve. C'était quelque chose d'énorme dans la pensée de cet homme, et cela demeure.

Et puis, sans renier les vingt ans du Festival en y laissant même une part au répertoire TNP, Vilar demandait d'écouter, de voir, d'entendre autre chose, surtout une autre source, d'autres œuvres, qui, elles, tendaient à créer leur public.

Je me souviens avoir alors emprunté à Jean-Richard Bloch la métaphore de cette pratique :

« De même qu'il y a des pilotes de ligne qui conduisent des appareils de série non sans mérite ni audace, il y a et il faut qu'il y ait des inventeurs pour faire l'essai des prototypes dans les laboratoires et les terrains d'expérience. »

Planchon posait à cette occasion une question forte :

« En fait, notre statut devrait ressembler au statut des chercheurs. »

Je ne fais que survoler tout ce qui s'est passé. Un coup de projecteur cependant sur la venue de Godard. Faire venir Godard, aujourd'hui, cela semble tout naturel, mais alors il n'avait même pas d'écran. Ce fut un grand drap que Godard prêta et qu'on a pendu dans la cour d'honneur. On projeta *La Chinoise* après minuit. A La Civette, ensuite, cela a discuté deux ou trois heures, presque jusqu'à l'aube. Et cette « Chinoise », qui fait beaucoup réfléchir sur 68, en 67 elle fut plutôt mal accueillie.

Et pourtant Godard dans ce film montrait que sa sensibilité artistique équivalait à un stéthoscope écoutant le réel profond. J'ajoute que quand un politique n'entend pas, ne voit pas cela, il est quelque part myope. On ne peut pas se passer des artistes qui donnent comme dit Aragon « accès à ce qui n'a point d'accès ».

Enfin dans ces Rencontres, il y a eu un certain nombre de mythes qui ont été examinés et combattus même s'ils perdurent encore.

Le mythe de la culture œuvre de bonnes volontés individuelles : impossible d'éliminer des paramètres du développement, les idéologies ; certaines sont favorables, d'autres pas, ou moins. Par exemple le moteur de l'action culturelle, est-ce la ressource touristique, les

besoins intellectuels des nouveaux cadres de l'industrie, la fierté patriotique locale, ou le décisif investissement humain ? C'est encore actuel.

Le mythe du « consommateur-roi » : demandes et besoins. Il y a un seuil en-deçà duquel un citoyen reste sur la berge de l'existence proprement humaine. Et ce seuil n'est pas perçu spontanément, d'autant que le circuit commercial conditionne les besoins faussement primaires. La qualité artistique n'est pas affaire de suffrage universel. Cela ne se pose-t-il pas aujourd'hui avec les quartiers dits en difficulté où, quand on s'adresse à leurs habitants, on traite le pauvre dans l'homme et pas l'homme dans le pauvre ? On a de la compassion, on traite du malheur, et pas du mal.

C'est une grande question que Gatti aborde remarquablement à mon avis. Je suis toujours un peu choqué de voir la glorification condescendante des langages particuliers. En banlieue se trouverait le langage de demain. Le langage de banlieue doit entrer dans la langue. Le travail de Gatti est là. En langue comme en art il n'y a pas de spontanéité.

Autre mythe, celui de la culture unanimiste : il y a des hommes et des intérêts qui s'opposent au développement culturel. Ne faisons pas comme s'il allait de soi, ou alors c'est la tentation de l'électisme fade. Il y a eu un débat et Vilar a conclu : « Le chemin du milieu ne mène pas au Festival d'Avignon. » Dans nos pratiques, le chemin du milieu ne mène jamais à nos rêves. Le chemin du milieu, c'est un chemin autoritaire et fade.

Enfin le mythe de la culture « Cendrillon » : la culture est l'accomplissement d'un devoir national, c'est un investissement, et ni par essence ni par facilité, elle ne saurait être la parente pauvre du Père la Finance.

Je pense qu'en 67 on prenait conscience de deux processus neufs. D'une part la culture n'est pas tant une exigence de justice sociale ou une exigence morale, encore que cela soit, mais la nécessité de libérer les éléments de la société nouvelle. Elle permet en tout cas de s'approprier le monde ; c'est la phrase de Brecht : « S'exercer au plaisir de changer la réalité. »

D'autre part, les changements qui commençaient à s'opérer avaient besoin d'acteurs, de citoyens. Oui la société avait et a besoin d'une quantité et d'une qualité d'hommes, sans commune mesure avec hier ; chaque homme doit avoir sa « piste d'envol », sa totale faculté

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

d'initiative et de compréhension. Cela veut dire : renoncer à l'idée de l'homme-masse comme homme de deuxième classe.

Au milieu de ces processus, entremêlées à eux, les contrariant, les accélérant, il y a les créations artistiques avec leur nécessité intrinsèque, avec leur sensibilité à la société parce qu'une œuvre nouvelle ne sort pas du néant, n'est pas un mouton à cinq pattes comme.... *La Chinoise* de Godard.

Telles ont été les Rencontres de 67 dont me parlait Jean Vilar dans une lettre de Sète le 7 septembre 1967 :

« Réunir, sinon unir, le responsable politique élu par la collectivité et le responsable culturel, tel était le premier but de ces journées avignonnaises des 27 et 28 juillet derniers. Aussi étonnant que cela puisse paraître, oui, cela ne s'était jamais fait. »

« Nous continuerons. Rappelons qu'il n'est pas question de parvenir à tout prix à une union qui cacherait sous une bonne humeur de commander les problèmes essentiels. Apprendre l'un par l'autre les contraintes inévitables de l'un et de l'autre ; étudier en commun les choses nationales de la culture ; éliminer les parasites ; concilier, du moins en vue d'une action commune, tel devrait être l'emploi du temps de ces Rencontres futures. Si celles-ci ont été ce dernier juillet une occasion de confrontations et parfois d'oppositions, elles devraient être, dès l'an prochain, un cercle d'études et de recherches menées avec cette familière rigueur que l'on doit à la vérité. Les mutations sociales incessantes, notamment depuis la fin de la guerre, ont changé le visage de la culture. Ses exigences sont autres désormais. Elle est devenue, ou plutôt elle devient, le bien et la requête de tous. »

« La raison d'être, donc, de ces Rencontres d'Avignon, est de préparer le responsable politique à l'égard de ces revendications nouvelles, surprenantes pour certains, mais chaque année plus précises, plus vives, inévitables. »

C'est une vraie conclusion encore phosphorescente que je relis avec à l'esprit la phrase d'Heiner Müller : « *L'herbe même il faut la faucher afin qu'elle reste verte.* » En effet nous sommes contemporains de mutations fortes qui en étaient à leurs prémisses. Je dis toujours que Vilar était du temps des fissures et Vitez du temps des fractures. Et nous sommes dans les fractures qui invitent à des sauts de pensée, à ne pas se mouvoir derrière des haies de précautions. Nous sommes bien à l'heure de la mise à jour et de la mise en œuvre d'une responsabilité publique, sociale et nationale de la culture, en n'oubliant pas l'articulation avec l'international, notamment avec le Sud et l'Est, sans omettre les États-Unis.

Les démarches de fond sont :

1. *L'audace de la création.* L'artiste est premier, les marchands viennent ensuite, quand ils viennent.

2. *L'élan du pluralisme.* Pas un pluralisme de fusion ou de cohabitation, un pluralisme de fertilisation croisée, chacun défend sa vérité tout en ayant de l'hospitalité pour l'autre.

3. *Obligation de production.* A quoi cela servirait un pays où les artistes seraient respectés dans leur diversité et dans leur audace, mais dont les œuvres ne se feraient pas. C'est une grande question, nationale et européenne. Nous sommes trop dans le cercle de la diffusion qui impose d'acheter surtout ailleurs au point de devenir minoritaire dans son propre pays.

4. *Maîtrise de la diffusion.* Dans le cinéma, les gouvernants ont dit : il faut construire des groupes pour qu'ils puissent répliquer ou en tout cas maintenir le cinéma européen face aux groupes américains. Or ces groupes UGC et Gaumont se sont entendus, UGC avec Bue- navista, c'est-à-dire Disney, et Gaumont avec la Fox, devenant des porte-avions des films américains qui ne s'exportaient pas et qui commencent à être exportés.

5. *Atout d'un large public.* C'est la question centrale, mais pas en flattant le public. Toute politique flatteuse de l'artiste ou du public est une politique contraire à la culture. On a besoin de rigueur, de rapports adultes, de démocratie gouvernante, et pas de démocratie gouvernée.

6. *La nécessité de la coopération internationale.* On peut avoir sur l'Europe des opinions très différentes. Je fais partie de ceux qui pensent que l'Europe libre échangiste est suicidaire, mais, au nom de cela, que je combats, je pense qu'il est inévitable qu'il y ait l'Europe. On a besoin de rapports, notamment sur le plan culturel, et toutes les conférences autour du GATT, autour de la directive « télévision sans frontières », tout ce qui se passe à l'OMPI à Genève, à l'OMC qui succède au GATT, la discussion actuelle sur un accord multilatéral d'investissement, tout cela nous concerne même si ça se passe loin.

Le petit noyau phosphorescent d'Avignon de 66-67 est en train de travailler à l'échelle de l'humanité.

Jean Verpraet*

Trente années se sont passées et le projet de publier les débats des Rencontres d'Avignon des années soixante me paraît excellent. Ce fut un temps fort. Son impact dans les villes concernées mais plus largement dans l'orientation de l'action culturelle dans l'hexagone mérite d'être mesuré. Certes dans ce laps de temps, la mémoire d'un témoin se sent incapable de reproduire des impressions et des images ; mais l'expérience des années suivantes dans des responsabilités diverses et dans la même ville bénéficie d'une durée suffisante pour cerner les idées, les trajectoires, les champs d'initiatives que l'on doit, dans sa carrière personnelle, aux Rencontres d'Avignon.

Michel Le Roux, adjoint à la culture dans la municipalité rennaise de l'époque avait participé aux premières sessions ; je lui ai succédé trois années, en tant que directeur de l'office social et culturel de Rennes à l'heure où le regard comparatif entre les sept villes invitées réclamait à côté des élus le concours de techniciens du terrain.

J'ai gardé le souvenir d'un cadre et d'une atmosphère de travail. Le lieu prestigieux et la renommée du Président initiateur donnaient à l'événement un caractère solennel et un public trié et attentif suivait pendant cinq matinées successives l'échange dont l'originalité était ce parterre et cette table en fer à cheval où se côtoyaient des chercheurs, des administrateurs et des artistes, connus au plan national et des représentants des villes. Jean Vilar conférait au déroulement une incontestable autorité. Chacun prenait son tour de parole dans l'ordre de l'inscription, ce qui a quelquefois géné la suite des idées, la spontanéité et la vivacité de l'expression, la formation continue des thèses. Les points de vue et le langage d'une tablée où se côtoyaient des fonctionnaires du « national » et des délégués du « local », des personnes des services parisiens et des acteurs de la base ne furent pas toujours sans affrontements, la publication des actes les mettra à jour. Mais la cordialité dominait, entraînant des

* Jean Verpraet, directeur de l'Office social et culturel de Rennes.